

Entre PS et CDH, la méfiance monte

COALITION Alliés depuis 2004, les deux partis vivent un moment de doute

► Il pleut des critiques réciproques, plus appuyées côté centriste-humaniste.
► Leadership à Namur, postures au fédéral, positionnements idéologiques...

Tout y passe. Topo.

ANALYSE

Après douze ans d'alliance (depuis 2004, aux dépens du MR) à Namur, à Bruxelles et à la Communauté, et à trois ans des prochaines élections (2019), PS et CDH vivent un moment de doute. Un été sans chaleur. Rien de grave. Mais on s'interroge, de part et d'autre, sur la vitalité, la pérennité, d'une rouge-romaine qui évolua toutes ces années sous l'influence favorable, et structurante, d'un duo historique Di Rupo-Milquet (« Elio-Joëlle ») qui n'est plus. Donc ? Donc on s'inquiète.

Et on s'échange des commentaires acerbes. Voir notre interview de Maxime Prévot samedi, numéro deux du gouvernement wallon comme du CDH, qui décrit un PS toujours amer, dit-il, après son éviction du fédéral et un Paul Magnette pas assez dans l'action wallo-wallonne requise pour un ministre-président. Ce qui nuirait à l'image, si ce n'est la performance, d'un gouvernement régional qui, pourtant, à entendre les mêmes interlocuteurs, tournerait plutôt bien (ne le dites pas aux bleus, eux ne voient qu'« immobilisme et conservatisme »). Bref, selon orange et rouges, si ça va pas trop mal au sein des exécutifs, il y a des tensions tout autour, et elles ne sont pas négligeables.

Faut-il préciser qu'on se rejette la responsabilité ? Côté centriste-humaniste, Benoît Lutgen a déjà sermonné Paul Magnette publiquement, lui reprochant de faire de l'idéologie, de cogner la N-VA, de cibler en permanence Charles Michel, au lieu de se concentrer sur sa tâche à l'Elysette. Plus généralement, en plus de déplorer, en coulisses, une tendance à la procrastination au boulevard de l'Empereur (où Elio Di Rupo tarderait à décider quand il est sollicité), les centristes-humanistes décrivent un PS coincé dans des Déclarations de politiques régionale et communautaire (les fameuses DPR et DPC) qui régissent l'action des gouvernements fédérés pour la législature, et négociées après les élections de 2014 alors que le CDH était en position de force – le PS avait besoin de verrouiller le jeu des coalitions, redoutant que le CDH ne conclue avec le MR. Autrement dit, les DPR et DPC porteraient la marque orange (ajoutez que le CDH est surreprésenté en nombre de ministres et en portefeuilles), et les socialistes y seraient à l'étroit, d'autant plus qu'ils ont à ferrailer sur leur gauche, où le PTB presse, au moins en termes de communication. Les rouges ont bien tenté de projeter une ébauche de réforme fiscale qui mettrait l'accent sur la taxation des hauts revenus, mais Jean-Claude Marcourt et Christophe Lacroix, qui s'étaient manifestés début 2016, ont été rembarés par les centristes : ce n'est pas dans la DPR, circulez. Ce qui n'a pas réchauffé les relations.

Ajoutez que le PS se montre très guerrier vis-à-vis d'un gouvernement fédéral « MR/N-VA » jugé quasiment illégitime (la suédoise est très minoritaire

chez les francophones), et que cette conflictualité indispose un CDH proche d'un électorat qui, pour une part, était tout prêt à accepter l'alliance avec le MR au fédéral en 2014, et à tourner la page du centre-gauche pour en revenir à un centre-droit plus conforme.

En face ? Les rouges, quant à eux, mettent les tensions pour l'essentiel sur le compte d'une forme de désarroi centriste-humaniste, celui d'un parti qui aurait toutes les peines à se positionner idéologiquement (notez : le reproche est aussi adressé en retour au PS...), à occuper utilement le « centre », et qui, alarmé par de sombres sondages, cherchant à « exister » – à commencer par son président, Benoît Lutgen –, n'aurait rien trouvé de mieux que d'ajuster son partenaire. De surcroît, sur l'organisation de cours de philo et citoyenneté, ou sur la mise en place d'une assurance-autonomie en Wallonie, le PS, estime-t-on en son sein, s'est heurté à des résistances centristes-humanistes jugées démesurées, limite incorrectes de la part d'un partenaire « qui pèse une poignée de sièges ».

Le CDH ne peut s'accommoder pour trois ans encore d'une musique de fond « régionaliste »...

Cerise sur le souci : la façon dont certains au PS, avec Paul Magnette, excusez du peu, poussent l'option régionaliste, évoquent des transferts futurs en enseignement, en culture, envisagent ouvertement une possible prochaine évolution institutionnelle qui ferait l'impasse sur la Communauté française... S'il y a des « régionalistes » au

CDH pour entendre cela, ils ne sont pas légion. Et, quoi qu'il en soit, même si les projets socialistes ne sont que des mots à ce stade, même si le PS est loin d'avoir tranché en interne (Elio Di Rupo ne veut pas de « fuite en avant »), le CDH ne peut s'accommoder, pour trois ans encore, le temps de la législature, d'une musique de fond comme celle-là – les présidents, Di Rupo et Lutgen, se seraient expliqués récemment, confie-t-on. A fortiori si elle devait donner à voir d'hypothétiques convergences futures entre PS et MR (où les régionalistes poussent aussi), ce qui deviendrait carrément insupportable. ■

DAVID COPPI

EXPLICATION

Les sondages rendent nerveux

Ceci explique en partie cela : si PS et CDH sont nerveux, avec les conséquences en cascade sur les relations bilatérales, c'est notamment parce que les sondages ne sont pas terribles. Pour rappel, le dernier en date, réalisé par Ipsos le 18 mai, octroyait 25,8 % des intentions de vote au PS en Wallonie, contre 32 % aux élections de mai 2014, et 17,7 % au lieu de 24,9 % à Bruxelles, cela alors que le CDH recueillait 12 % des intentions de vote en Wallonie, contre 14 % en 2014, et 7,7 % à Bruxelles, pour 9,3 % aux élections. PS et CDH ne se consolent visiblement pas en constatant que le MR recule lui aussi en Wallonie (20,1 % au lieu de 25,8 % aux élections) comme à Bruxelles (19,7 %, contre 23,1 %).

D.CI